

Rapport d'évaluation

**Politique institutionnelle d'évaluation
des apprentissages**

du Collège Mérici

Deuxième rapport d'évaluation

5 mai 1995

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Québec 

1. Introduction

La politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages du Collège Mérici a été l'objet d'un premier examen par la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial en décembre 1994. Au terme de cet examen, la politique avait été jugée *partiellement satisfaisante* et le Collège avait été invité à donner suite à trois recommandations. Le 8 février 1995, le Collège a transmis les amendements apportés à sa politique consécutivement à l'évaluation de la Commission.

2. Évaluation de la politique révisée

La Commission a évalué ces amendements lors de sa réunion du 5 mai 1995. Cette analyse, réalisée conformément au cadre de référence de l'évaluation des PIEA, publié en janvier 1994 par la Commission, a principalement porté sur les éléments visés par la recommandation contenue dans le rapport adopté par la Commission en décembre 1994.

2.1 Suites données aux recommandations de la Commission

La Commission avait recommandé au Collège :

- «de revoir ses règles d'évaluation de façon à permettre que l'examen synthèse de fin de cours puisse jouer pleinement son rôle et que la note de passage témoigne clairement de l'atteinte des objectifs du cours»;
- de réviser les modalités d'application de la dispense et de l'équivalence;
- «d'ajouter de l'information quant à la manière dont il entend s'y prendre pour procéder à l'auto-évaluation de l'application de sa politique et à partir de quels critères».

Trois mesures ont été prises relativement à l'examen synthèse de fin de cours. La pondération de cet examen a été haussée : un palier minimum de 40% a remplacé la fourchette allant de 20 % à 40 %. La réussite de cet examen est désormais «obligatoire pour obtenir la note de passage du cours». Enfin, la possibilité de déroger à ces règles, tout en étant maintenue, est mieux introduite, puisque présentée comme «la pertinence d'étaler la vérification de l'acquisition des compétences essentielles d'un cours». Ces mesures, convergentes, vont dans le sens demandé par la Commission et s'inscrivent dans l'esprit du renouveau collégial.

Les nouveaux cas d'application prévus pour la dispense correspondent maintenant à l'esprit qui se dégage des articles 21 à 23 du *Règlement sur le régime des études collégiales*; ils ne relèvent plus, comme c'était plutôt le cas auparavant, de l'équivalence. Par ailleurs, le libellé des cas d'application de l'équivalence, au titre des apprentissages scolaires, a été modifié dans la direction indiquée par la Commission. De fait, le nouveau libellé de l'article 6.02 de la PIEA rend possible la prise en compte de cours du secondaire.

Quant à la recommandation relative à l'auto-évaluation de l'application de la PIEA, la nouvelle rédaction de l'article 13.02 s'y conforme. Les critères à retenir pour ce type d'opération sont précisés et les moyens à utiliser sont énumérés. En outre, le principe de cette opération, déjà affirmé dans la version précédente de la PIEA, se trouve mieux établi par le nouveau titre de la section 13 et le libellé modifié de l'article 13.01.

2.2 Suites données au commentaire de la Commission

Dans un commentaire, qui ne revêtait aucun caractère contraignant, la Commission notait que, mis à part «la recherche de l'équivalence dans l'évaluation de cours identiques suivis par plusieurs groupes d'étudiants», le texte de la PIEA était demeuré «silencieux au sujet de la recherche de l'équivalence pour l'ensemble des cours». La Commission est heureuse de constater que le collège a fait un pas dans la direction souhaitée en incluant une telle préoccupation dans l'un des cinq objectifs de sa politique.

3. Conclusion

Compte tenu des amendements qui lui ont été apportés et de l'examen qui vient d'en être fait, la Commission juge *entièrement satisfaisante* la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages du Collège Mérici.

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

Jacques L'Écuyer, président

Recherche et analyse : Yves Prayal, agent de recherche